

Bruxelles, le 10.11.2015
C(2015) 7691 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.11.2015

**relative à la mesure individuelle en faveur du Tchad à financer sur le 11^e Fonds
européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 10.11.2015

relative à la mesure individuelle en faveur du Tchad à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹ (FED) et notamment son article 9 (1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 concernant la réglementation financière applicable au 11^e Fonds européen de développement² et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour la République du Tchad³, pour la période 2014-2020, dont les points établissent les priorités suivantes : (i) accompagner le Tchad dans la réalisation de son développement par la gestion durable de ses ressources naturelles, y compris pétrolières, en ciblant particulièrement les couches les plus vulnérables de la population et les jeunes, et des zones plus défavorisées en matière de développement socio-économique; (ii) contribuer à la consolidation de la paix et à la mise en œuvre des réformes pour le renforcement de la gouvernance (justice, droits de l'homme, participation de la société civile et des citoyens à la vie publique, sécurité, gestion des finances publiques).
- (2) La mesure individuelle financée au titre de l'accord interne du 11^e FED ('accord interne')⁴ vise le maintien de la stabilité macroéconomique, des ressources financières suffisantes pour couvrir au moins la fourniture d'un niveau minimal de services de base aux populations et assurer le fonctionnement de l'administration publique, une efficacité accrue des systèmes, des procédures et des capacités de gestion des finances publiques. L'action intitulée «Programme d'appui à la consolidation de l'Etat au Tchad» a pour objectif de permettre au Tchad d'atteindre un budget 2015 en équilibre en dépit des différents chocs exogènes, économiques comme sécuritaires, de préserver les dépenses dans les secteurs sociaux et de poursuivre la dynamique des réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques.

¹ OJ L 58, 3.3.2015, p. 1.

² OJ L 58, 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3681 du 10.6.2014.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

- (3) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁵ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (4) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (6) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision de la Commission relative à la mesure individuelle en faveur du Tchad présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe : Programme d'appui à la consolidation de l'Etat au Tchad

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 22 000 000 EUR et est financée sur le 11^e FED.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits

⁵ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 10.11.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission

